



## **COMMUNIQUÉ de PRESSE**

### **Assurance chômage : nouvelle attaque contre notre système de solidarité**

Les principales mesures de la réforme de l'assurance chômage envisagées dévoilées dans la presse aujourd'hui, sont-elles un ballon d'essai lancé par le gouvernement ? Au vu de son bilan anti-social, nul doute qu'il y ait volonté de sa part d'imposer une réforme régressive libérale portant atteinte aux droits de tous les demandeurs d'emploi.

Nul doute que la Ministre du Travail est aux ordres du MEDEF, dont l'objectif est de faire un maximum de profits et d'obtenir plus de cadeaux financiers en imposant des reculs sociaux et en mettant la pression sur les privés d'emplois et les salariés.

Si ce projet se confirmait, ce sont les salariés précaires qui seraient, de fait, exclus de l'assurance chômage

En effet, en imposant d'avoir travaillé 6 mois sur les 24 derniers mois, c'est-à-dire en durcissant les conditions d'accès à l'assurance chômage, cette mesure exclurait entre 250 et 300 000 demandeurs d'emploi.

Elle toucherait encore plus durement les femmes et les jeunes, principales victimes du temps partiel subi et des contrats courts, à l'image des assistantes maternelles, par exemple.

Les privés d'emploi ne sont déjà que 43% à être indemnisés, le gouvernement semble vouloir passer à 35% !

Les salariés cadres verraient aussi leur allocation diminuer, les incitant de fait à se détourner de notre système solidaire d'assurance chômage au profit du secteur assurantiel privé.

L'objectif est bien de faire des économies sur le dos des chômeurs mais aussi de les obliger à accepter n'importe quel emploi précaire, mal payé ou avec des conditions de travail pénibles...

La CGT refuse cette politique de destruction du système de protection sociale et rappelle l'urgence à s'unir et à organiser des mobilisations sociales tous ensemble, salariés, privés d'emploi ou retraités pour imposer un choix de société fondé sur la solidarité pour toutes et tous.

Montreuil, le 7 juin 2019